SGPA la cgt archéologie

LE RN N'EST PAS L'ALLIÉ DES TRAVAILLEURS, ENCORE MOINS LE DÉFENSEUR DU PATRIMOINE. IL EST L'ENNEMI DE LA SCIENCE ET DE LA RECHERCHE

le 22 octobre 2026

Plusieurs députés du RN ont fait une proposition de loi scélérate visant l'archéologie. Ces élus, connus pour leurs accointances avec le parti Reconquête, n'ont ni compétences particulières ni légitimité en matière de patrimoine et d'archéologie.

La proposition vise : «... *à renforcer la protection et la connaissance du patrimoine archéologique mobilier, et à favoriser la déclaration des découvertes fortuites réalisées notamment au moyen de détecteurs de métaux* ». Largement inspirée voire écrite par le « lobby » détectoriste, la proposition entraine la modification du code du Patrimoine. Elle a été déposée le 6 octobre 2026 et renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation.

On retiendra essentiellement deux points défendus par l'extrême-droite. Le premier vise à limiter les demandes d'autorisation auprès de la préfecture aux seules zones identifiées par la carte archéologique nationale. Ce qui est une aberration scientifique et patrimoniale.

Le deuxième concerne la propriété du mobilier archéologique puisque ces députés proposent de modifier la loi du 7 juillet 2016, qui instaure que toute découverte archéologique après l'entrée en vigueur de cette loi appartient à l'État (sauf si la propriété dans laquelle se trouvent les vestiges a été acquise avant 2016, dispositif introduit dans la LCAP). In fine, la proposition d'extrême droite vise à rendre les détectoristes propriétaires des objets qu'ils trouvent : c'est l'instauration du *treasure act* britannique, autrement dit une incitation au pillage archéologique.

L'argumentaire de l'exposé des motifs, consultable sur le site de l'Assemblée Nationale, s'avère particulièrement fallacieux, il ressasse les mêmes éléments de langage biaisés et malhonnêtes du « lobby » des pilleurs, voulant nous faire croire que les détectoristes seraient les premiers protecteurs du patrimoine alors qu'ils ne sont que des pilleurs et des destructeurs de sites. Cette proposition de loi constitue par ailleurs une attaque insidieuse du dispositif actuel de l'archéologie préventive et menace le service public.



Cette proposition indigne doit être combattue et rejetée !

Le SGPA-CGT sera de la bataille.

N'hésitez pas à vous rapprocher de vos députés pour les sensibiliser et les informer des risques que fait courir cette tentative sur la protection du patrimoine archéologique.

Cf. Communiqué SNTRS au verso

Syndicat Général des Personnels du Service Public de l'Archéologie
Quadrilatère des Archives, 1 rue des Quatre Fils, 75003 Paris. Tel : 01 40 15 51 86
sgpacgt@inrap.fr ou sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

SNTRS la cgt
CNRS - INSERM -INRIA - IRD - INED - IFREMER
En Bref...
N°689
Du 19 octobre 2026
SNTRS-CGT
7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85
Courrier électronique : sntrs-cgt@cnrs.fr - Site web : http://www.sntrs.fr

Recherche publique : le RN veut nous faire taire, faisons taire le RN

Dans un amendement au projet de loi de finance déposé le 10 octobre 2026, le RN voulait l'arrêt des subventions à la Maison des Science de l'Homme dès le 1er janvier 2027, ainsi que "la dissolution" de l'établissement public Campus Condorcet "à compter du 1er juillet 2027" (amendement n°II-AC75), souhaitant ainsi faire disparaître le plus grand campus de sciences sociales du pays.

Si l'amendement en question a finalement été retiré, l'existence de ce texte ne laisse plus aucun doute sur l'attitude du RN et ses projets à l'égard des sciences sociales et, plus globalement, de la recherche publique. Sous couvert de répondre à "la contrainte budgétaire", le RN donne à voir, dans cet amendement, une attaque en règle contre les libertés académiques, visant explicitement à "contester les orientations idéologiques mises en avant au sein du campus". L'objectif est clair : subordonner la production scientifique à un contrôle politique, pour faire taire toutes les recherches qui seraient jugées subversives.

L'extrême droite, partout dans le monde, ne cache pas son hostilité toute particulière pour les sciences et les personnes qui contribuent à les faire vivre. Elle fait de la production de la connaissance critique son ennemi, et du musellement des savoirs l'une de ses armes. Trump aux Etats-Unis a largement coupé les financements aussi bien de programmes de sciences sociales, d'études environnementales que de recherches médicales qui ne correspondaient pas, selon lui, à sa ligne idéologique, comme Bolsonaro au Brésil, Orban en Hongrie, Milei en Argentine...

De manière plus générale, l'attitude du RN dans les discussions sur le budget est limpide : l'extrême droite, comme l'ensemble de la droite, veut s'en prendre aux services publics, qui sont notre bien commun. Dans les villes qu'il dirige, le RN a montré un avant-goût de son projet national : réduction des services publics, coupures budgétaires dans la culture et le monde associatif, musellement de tout ce qui contribue à la vie démocratique et à la production scientifique, artistique, culturelle.

Le RN ne fera oublier à personne qu'il est l'héritier d'un parti fondé par des nazis, qu'il a toujours été et qu'il demeure l'ennemi des minorités, de la démocratie, de la pensée critique et du service public.
Le SNTRS-CGT prend très au sérieux ces attaques de l'extrême droite. Il s'engage à défendre les personnels et les libertés académiques. Il dénonce l'instrumentalisation de la question budgétaire à des fins réactionnaires et combat la politique austéritaire imposée par le gouvernement : la recherche publique a besoin de financements à la hauteur de ses besoins et l'argent existe pour cela !

Le SNTRS-CGT appelle l'ensemble du personnel à rejoindre la journée de mobilisation du 24 octobre à Orléans, contre la tenue du Congrès du RN, pour lutter contre la société raciste, sexiste, homophobe, transphobe, validiste, intolérante et repliée sur elle-même, faite de divisions, de surveillance généralisée, de répressions, d'appauvrissement et d'attaques contre nos libertés que l'extrême droite veut imposer.

Des départs sont organisés depuis plusieurs villes de France, rapprochez-vous de vos sections locales du SNTRS-CGT si vous voulez plus d'informations sur ce point et sur le programme de la journée du 24 octobre.